



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 446 – 20 mai 2022

## Zoom sur les envois de fonds des migrants en 2021 et perspectives 2022

La Banque mondiale [a publié](#) en mai 2022 sa dernière note d'information sur la migration et le développement, où elle examine les effets du conflit en Ukraine sur la migration et les flux d'envois de fonds des migrants.

### 📌 Hausse des envois de fonds en 2021 dans le monde

En 2021, les envois de fonds des migrants ont augmenté de 7,6%, atteignant 773 Mds USD dans le monde. Ceux à destination des pays à faible revenu ou intermédiaire (PFR-PRI) ont augmenté de 8,6 % pour atteindre 605 Mds USD. Cette croissance s'explique par la forte reprise économique et de l'emploi dans les grands pays d'accueil. Pour rappel, les transferts de fonds constituent une source majeure de financement externe pour les PFR-PRI. Si l'on exclut la Chine, les envois de fonds représentent près de trois fois l'aide publique au développement (APD) à destination de ces pays depuis plus d'une décennie. Les principaux pays destinataires des envois de fonds en 2021 sont l'Inde (89 Mds USD), le Mexique (54 Mds USD), la Chine (53 Mds USD), les Philippines (37 Mds USD) et l'Égypte (32 Mds USD).

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 8 Mds USD

Montant global des envois de fonds en Afrique de l'ouest (hors Nigéria-Ghana), soit 3,7% du PIB de la zone

Pays	Montant (M USD)		Evolution 2020/2021	Part dans le PIB en 2021 (%)
	2020	2021		
Benin	192	204	+6,2%	1,2
Burkina Faso	521	561	+7,6%	2,9
Cap-Vert	253	312	+23,3%	16
Côte d'Ivoire	324	348	+7,5%	0,5
Gambie	418	547	+30,9%	27
Guinée	60	200	+232,6%	1,1
Guinée-Bissau	193	178	-7,8%	10,9
Libéria	338	338	0,0%	9,7
Mali	998	1 053	+5,5%	5,5
Mauritanie	169	169	0,0%	1,8
Niger	537	542	+0,9%	3,6
Sénégal	2 588	2 658	+2,7%	9,6
Sierra Leone	178	180	+1,1%	4,2
Togo	645	674	+4,5%	8
<b>Total</b>	<b>7 414</b>	<b>7 963</b>	<b>7,4%</b>	<b>3,7%</b>

### 📌 Rebond des envois de fonds en 2021 en Afrique Subsaharienne et de l'Ouest

En 2021, les envois de fonds des migrants ont grimpé de 14,1 % pour atteindre 49 Mds USD en Afrique subsaharienne, faisant plus qu'effacer la baisse de 8,1 % enregistrée en 2020 et représentant la plus forte progression depuis 2018. Ce rebond s'explique par (i) le rythme soutenu de l'activité économique en Europe et aux États-Unis au cours du premier semestre 2021 et (ii) le rétablissement des flux entrants enregistrés au Nigéria (+11,2% ; 19,2 Mds USD), qui avaient chuté d'environ 28% en 2020 en raison d'une utilisation accrue des canaux informels. Le Nigéria est le principal pays destinataire des envois de fonds des migrants en Afrique subsaharienne, loin devant le Ghana (4,5 Mds

USD) et le Kenya (3,7 Mds USD). Toutefois, contrairement à ce que l'on observe au niveau de l'ensemble des PFR-PRI, les envois de fonds n'ont jamais été dominants parmi les flux financiers externes de la région, éclipsés par l'APD et les IDE.

Hors Nigéria-Ghana, **les envois de fonds vers l'Afrique de l'Ouest ont augmenté de 7,4%** en 2021 pour atteindre 7 963 M USD. Les principaux pays bénéficiaires sont le Sénégal (2 658 M USD), le Mali (1 053 M USD) et le Togo (674 M USD) et les plus dépendants sont la Gambie (27% du PIB), le Cap-Vert (16% du PIB) et la Guinée-Bissau (10,9%). Les transferts de fonds ont fortement augmenté en Guinée (+232,6%), en Gambie (+30,9%) et au Cap-Vert (+23,3%), mais ont diminué en Guinée-Bissau (-7,8%).

📌 **Les envois de fonds devraient continuer de croître en 2022, malgré l'impact du conflit en Ukraine**

Depuis février 2022, la guerre en Ukraine a entraîné une plus grande volatilité des marchés financiers mondiaux et a accentué les hausses des prix du pétrole brut et des denrées alimentaires. Cependant, malgré d'importants facteurs de risques pesant sur les perspectives économiques mondiales, le rapport estime que les envois de fonds des migrants devraient globalement augmenter en 2022 (+3,7%) et en 2023 (+4,9%). Les PFR-PRI devraient eux aussi connaître une progression continue des envois de fonds en 2022, mais à un rythme deux fois moins élevé (+4,2 %) qu'en 2021.

En Afrique Subsaharienne, les envois de fonds, bien que plus modérés, devraient augmenter de 7,1% en 2022, grâce à (i) la dynamique de l'utilisation des canaux officiels au Nigeria, avec des flux atteignant 21 Mds USD et (ii) l'influence des motivations "altruistes" qui se sont manifestées pendant le pic de la pandémie et qui se poursuivront en réponse à la hausse des prix des denrées alimentaires.

## 📌 Régional

### Vers un déficit mondial de 181k tonnes de cacao sur la campagne 2021-2022

Le 16 mai 2022, l'Organisation internationale du cacao (ICCO) [a publié](#) son rapport mensuel sur le marché du cacao pour avril 2022. Selon les premières informations disponibles, la saison cacaoyère 2021/22 se dirige vers un déficit mondial d'environ 181k tonnes, imputable principalement à la production ghanéenne qui pâtit de conditions météorologiques moins propices et de l'apparition d'une maladie végétale (le *swollen shoot*). En Côte d'Ivoire, la récolte devrait également être en baisse (-3,2% entre le 1<sup>er</sup> octobre 2021 et le 1<sup>er</sup> mai 2022.). Par ailleurs, malgré l'inflation généralisée, le 1<sup>er</sup> semestre de la campagne cacaoyère a enregistré un rebond de la demande mondiale, grâce à la reprise du secteur des transports aériens et des festivités saisonnières. En outre, le marché mondial du cacao a été globalement baissier en avril, les prix du contrat à terme sur le cacao

atteignant le niveau le plus bas sur 4 mois à Londres à 2 179 USD la tonne et le niveau le plus bas sur 3 mois à New York à 2 430 USD la tonne. Un facteur contributif a été l'appréciation de 4% du dollar américain au cours du mois d'avril.

### Signature d'une convention de coopération entre le Maroc et la BOAD

Le 12 mai 2022, la ministre de l'Economie et des Finances du Maroc et le Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) [ont procédé](#) à la signature d'un **Mémoire d'Entente** visant à consolider et promouvoir les relations de coopération entre le Maroc et la BOAD, Institution de financement du développement de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Il permettra notamment d'offrir des opportunités d'affaires et d'investissement importantes pour les opérateurs économiques marocains dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, tout en faisant bénéficier les pays de la région de l'expertise et du savoir-faire marocains dans les domaines d'activité de la BOAD. Cette signature s'inscrit

dans le cadre de l'engagement du Maroc pour la coopération Sud-Sud.

### Fitch maintient la note "BBB" de la BOAD

Le 11 mai 2022, l'agence de notation Fitch [a confirmé](#) la note "BBB" (qualité de crédit bonne) de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), avec une perspective stable. Le maintien de cette note est dû principalement à l'important soutien de ses actionnaires : la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO, 47% du capital) et la Côte d'Ivoire (6%). Elle reflète également la résilience de la BOAD en dépit des crises au Mali, au Burkina Faso et de la hausse des prix des matières premières.

### Vers une coopération approfondie entre le Bénin et le Niger

Le 16 mai 2022, le Bénin et le Niger [ont signé](#) un protocole d'entente concernant un futur accord sur la réhabilitation de plusieurs infrastructures routières reliant les deux pays. Ce projet, soutenu par le programme d'aide au développement américain Millenium Challenge Corporation (MCC), a pour but de promouvoir l'intégration régionale, l'accroissement du commerce dans la sous-région, ainsi qu'une meilleure coopération frontalière entre le Bénin et le Niger. Il intervient dans le cadre d'un programme dénommé "Compact régional" entre les deux pays. Ce programme vise à renforcer l'intégration régionale en connectant les pays par le canal d'infrastructures essentielles telles que l'électricité, l'eau et les routes, tout en favorisant la croissance, la création d'emplois et l'attractivité des pays.

## 🍌 Bénin

### Le gouvernement souhaite créer une Cour spéciale des Affaires foncières

Lors du [Conseil des ministres](#) du 11 mai 2022, le Gouvernement béninois a annoncé la transmission à l'Assemblée nationale pour examen et vote un projet de loi portant création

de la Cour spéciale des Affaires foncières. Malgré les innovations du Code foncier et domanial, notamment en matière de gestion du contentieux, la problématique de l'insécurité foncière demeure et représente un frein à l'investissement public et privé. Le champ de compétence de cette Cour couvrira en exclusivité les actions réelles immobilières ainsi que celles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique. Elle sera, par ailleurs, en charge des procédures urgentes entrant dans son domaine de compétence de même que des difficultés liées à l'exécution de ces décisions. Une fois la procédure législative achevée, il sera transféré à la nouvelle Cour toutes les procédures foncières en instance dans les communes de son ressort, à l'exception de celles déjà en délibéré.

## 🍌 Burkina Faso

### 114 M USD de la Banque mondiale en faveur de la sécurité alimentaire

Le 18 mai 2022, le gouvernement burkinabé [a ratifié](#) des accords de financement conclus le 21 décembre 2021 pour le financement du Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA). Ce programme est financé par la Banque mondiale à hauteur de 114 M USD, composé d'un don de 45 M USD et d'un crédit de 45 M USD de l'IDA, et d'un don GAFSP (Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire) de 24 M USD. Il permettra d'accroître la préparation contre l'insécurité alimentaire et d'améliorer la résilience des acteurs du système alimentaire et des chaînes de valeur dans sept zones d'intervention au Burkina Faso (régions de la Boucle du Mouhoun, des Hauts-Bassins, de l'Est, du Centre-Est, du Nord, du Centre-Ouest et du Centre-Sud).

### Fin de la campagne cotonnière 2021/22 avec une production en hausse de 5,2%

Selon l'Association interprofessionnelle du coton du Burkina (AICB), la production burkinabé de coton graine pour la campagne 2021-2022

[s'établit](#) à 518 545 tonnes, soit une hausse de 5,2% par rapport à la campagne précédente. Les recettes **d'exportation issues** de la vente de la **fibre de coton s'établissent** à 235 Mds FCFA (358 M EUR). La préparation de la campagne 2022-2023 aurait démarré dans un contexte très difficile, marqué par des perturbations liées à la disponibilité des engrais et à la flambée de leur prix sur le marché international et national. Ces difficultés **viennent s'ajouter** à la crise sécuritaire et aux désagréments des aléas climatiques. Tenant compte de ces facteurs, **l'AICB a décidé d'augmenter le prix d'achat du coton graine conventionnel** pour la campagne 2022-2023 de 30 FCFA/kg (300 FCFA ou 0,46 EUR par kg pour le premier choix et 275 FCFA ou 0,42 EUR par kg pour le deuxième choix) ; l'objectif fixé étant une production de coton graine de 700k tonnes pour le conventionnel et 2 500 tonnes pour le biologique et équitable.

### Financement bouclé pour la centrale solaire de Zina

Le 10 mai 2022, le producteur indépendant **d'électricité Amea Power a annoncé** le bouclage du financement de son projet de centrale solaire à Zina, dans la région de la boucle du Mouhoun. **L'entreprise basée à Dubaï développe** ce projet, en partenariat avec le canadien Windiga Énergie. Réalisé en partenariat public-privé (PPP) avec le gouvernement du Burkina Faso, cette centrale solaire aura une puissance de 26,6 MW. L'électricité produite sera vendue à la **Société nationale d'électricité du Burkina Faso (Sonabel)**, dans le cadre d'un contrat d'achat d'une durée de 25 ans. Pour rappel, les travaux de construction de la centrale solaire ont été confiés à l'entreprise chinoise Sinohydro.

## Cap-Vert

Inflation à +7,6% en avril 2022 en g.a.

Selon l'Institut national des statistiques (INE), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +7,6% en glissement annuel (g.a.) en avril 2022, au même niveau que le mois précédent. Ce niveau d'inflation se

justifie par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+15,8% en g.a.), des transports (+11,4% en g.a.), des boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (+9,8% en g.a.) et de la santé (+7,9% en g.a.). Ces augmentations seraient en lien avec la hausse des **prix de l'énergie (+24,9% en g.a.)**.

### Partenariat avec la FAO pour renforcer la résilience au changement climatique

Le 16 mai 2022, le gouvernement et la FAO [ont signé](#) un accord de partenariat pour le lancement du projet "Renforcer les capacités du Cap-Vert à faire face aux effets du changement climatique dans les secteurs clés de l'économie bleue". Doté d'un budget de 500k USD, l'objectif du projet est **de renforcer la résilience et l'autonomisation de tous les acteurs des différents domaines de l'économie bleue** (aquaculture, pêche, tourisme, secteurs de l'énergie...).

## Côte d'Ivoire

Inflation à +4% en avril 2022 en g.a.

Selon l'Institut national des statistiques (INS), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +4% en glissement annuel (g.a.) en avril 2022, contre +4,5% en g.a. le mois précédent. Ce niveau d'inflation se justifie essentiellement par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+7,5% en g.a.), tirée par les huiles et graisse (+12,6% en g.a.), les légumes frais (+11,5% en g.a.), la viande (+7% en g.a.) et les céréales non transformées (+6,9%). **Pour l'ensemble de l'année 2022, le taux d'inflation** en moyenne annuelle est projeté à 5,5% par le FMI.

### Révision du mécanisme de rémunération des producteurs de cacao

Le 17 mai 2022, les deux plus grands producteurs mondiaux de cacao, **la Côte d'Ivoire et le Ghana, ont signé** le "pacte économique du cacao durable", prenant en compte les volets économiques, sociaux et environnementaux de l'économie cacaoyère. **Cet accord a notamment**

pour objectif le suivi de l'application des différentiels d'origine, une prime que les exportateurs paient pour la qualité des fèves de cacao. Pour rappel, la Côte d'Ivoire et le Ghana représentent plus de 60% de la production mondiale de cacao.

### Inauguration d'une station d'empotage de cacao du groupe Bolloré à San Pedro

Le 13 mai 2022, Bolloré Transport & Logistics a [inauguré](#) à San Pedro une nouvelle station d'empotage du cacao, d'un coût de 1 Md FCFA (1,5 M EUR). Destinée à fluidifier le processus d'exportation des fèves de cacao en vrac en réduisant les délais dans les chaînes de transport, cette station entièrement robotisée et automatisée permettra d'augmenter le volume de cacao traité de 30 à 50%. Elle offrira ainsi une plus grande compétitivité au port de San Pedro, qui demeure le premier port mondial pour l'exportation du cacao.

### 9<sup>ème</sup> édition des RIGES à Abidjan

Les 17 et 18 mai 2022, [ont eu lieu](#) les Rencontres internationales des grands événements sportifs (RIGES), organisées par Business France à Abidjan. L'événement, qui implique les acteurs majeurs de l'économie sportive internationale, s'est tenu pour la première fois sur le continent africain et a rassemblé plusieurs Ministres des Sports des pays de la sous-région, ainsi que l'Ambassadrice française pour le Sport. Le Premier Ministre ivoirien, qui a ouvert l'édition, a souligné la volonté de la Côte d'Ivoire de promouvoir une industrie du sport, notamment dans le cadre de la future Coupe d'Afrique des Nations prévue en Côte d'Ivoire en 2023, qui accélérerait la création de richesse et représenterait une opportunité d'emploi pour les jeunes. Cet événement a été l'occasion de rencontres d'affaires et de visites d'infrastructures sportives.

## Guinée

### Hausse de 35% de la production d'or industriel en 2021

Selon le [bulletin annuel des statistiques minières](#), la production de bauxite a légèrement diminué (-0,4%) tandis que la production industrielle d'or a augmenté de 35% en 2021. En effet, la production de bauxite s'est établie à 87,4 M de tonnes en 2021, réalisée en grande par la SMB (36%), la CBG (20%) et le GAC (14%). Concernant la production industrielle d'or, elle a atteint 576,8k tonnes en 2021, du fait principalement de la SAG (53%), suivi de la SMD (28%) et de la SMM (19%). Par ailleurs, la production d'alumine s'est établie à 409,9k tonnes en 2021 et celle du fer à 1,7 M de tonnes.

### Mission de contrôle et d'évaluation des projets et programmes

La Direction nationale des investissements publics [a envoyé](#) une quarantaine de superviseurs dans tout le pays. Du 14 au 26 mai 2022, ils contrôleront et évalueront le niveau d'exécution des projets et programmes financés par le Budget national de développement (BND) et les Financements extérieurs (FINEX). L'objectif est d'assainir le portefeuille des projets et programmes d'investissements financés sur BND/FINEX, d'identifier les goulots d'étranglements, de sortir les projets poussifs et anciens afin de répertorier les projets et programmes viables et fiables à soutenir et à promouvoir pour la performance du portefeuille.

## Libéria

### 40 M USD pour améliorer la gestion urbaine et la résilience aux inondations

Le 11 mai 2022, la Banque mondiale [a approuvé](#) un financement de 40 M USD (20 M USD de subvention et 20 M USD de crédit) visant à accroître la résilience aux inondations, l'accès aux infrastructures urbaines dans certains

quartiers, ainsi qu'à améliorer la gestion urbaine au Liberia. Le Projet de résilience urbaine du Liberia (LURP), qui devrait bénéficier à plus de 200 000 personnes, se concentrera sur les infrastructures communautaires participatives et l'accès aux services de base dans les communautés vulnérables et les marchés.

## 🇲🇱 Mali

### Baisse des échanges commerciaux au 1<sup>er</sup> trimestre 2022

Selon l'institut national de la statistique (Instat), les importations maliennes [se sont élevées](#) à 632,5 Mds FCFA (964,3 M EUR) au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, soit une diminution de 22,6% en glissement annuel (g.a.) tandis que les exportations se sont élevées à 470,1 Mds FCFA (716,7 M EUR), soit une diminution de 14,9% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. Le principal produit exporté au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 était l'or (90,6% du total) tandis que les principaux clients étaient l'Afrique du Sud (48,2% du total des ventes), la Suisse (29,6%) et l'Australie (11,8%). Du côté des importations, les principaux produits achetés ont été le pétrole et ses produits dérivés (27,8% du total), les céréales (7,6%) et les produits pharmaceutiques et médicaux (7,4%) tandis que les principaux fournisseurs étaient le Sénégal (19,5% du total des importations), la Chine (16,8%) et la Côte d'Ivoire (11,1%).

## 🇲🇷 Mauritanie

### Approbation d'un avenant au contrat d'exploration de Shell

Le 18 mai 2022, le gouvernement [a adopté](#) un décret portant approbation d'un avenant au contrat d'exploration-production de l'entreprise Shell E&P Mauritania, sur son bloc C-10. Shell avait signé en janvier 2019 un contrat pour l'exploration de deux blocs et l'avenant a été signé avec l'Etat mauritanien le 28 avril dernier. Il vise à préparer les conditions techniques d'un éventuel forage d'exploration et la sécurisation

d'un partenaire. Cet avenant prend en compte le besoin de l'opérateur d'effectuer une préparation technique adéquate d'un forage d'exploration ainsi que la sécurisation d'un partenaire, tout en donnant à l'État la possibilité de conserver l'ensemble du périmètre des découvertes et de récupérer le bloc rapidement si l'opérateur ne désire pas procéder au forage.

## 🇳🇮 Niger

### 50,3 M EUR du FMI au titre de la 1<sup>ère</sup> revue du programme FEC

Le 17 mai 2022, les services du FMI et les autorités nigériennes [ont conclu](#) un accord sur la première revue du programme économique appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). Après validation par le Conseil d'administration du FMI en juin prochain, l'accord permettra le décaissement de 39,5 M DTS (50,3 M EUR). Ainsi, le taux de croissance pour l'année 2022 devrait s'établir à 6,9%, porté par le redressement de la production agricole et l'accélération de la mise en œuvre de projets d'investissements liés à l'oléoduc rejoignant le Bénin. Toutefois, des risques baissiers subsistent parmi lesquels la volatilité des prix des matières premières ou encore la vulnérabilité aux chocs climatiques. Concernant les finances publiques, le déficit budgétaire devrait atteindre 6,6% du PIB en 2022, sous l'impact de l'adoption de mesures d'urgence (achat de céréales pour les personnes vulnérables, plan d'aide à l'achat d'engrais et de pesticides, programme pour améliorer les infrastructures scolaires). L'institution note néanmoins que le risque de surendettement public reste modéré.

### 25 M EUR de la KfW pour le financement du Parc national du W-Niger

Le 11 mai 2022, la coopération financière allemande, la KfW, [a accordé](#) une subvention de 16,4 Mds FCFA (25 M EUR) à la Fondation des savanes ouest-africaines (FSOA) au profit du Niger. Ce financement permettra : (i) d'abonder le fonds de dotation fiduciaire de la FSOA à

hauteur de 13,1 Mds FCFA (20 M EUR), dont les intérêts produits (estimés à 1 M EUR par an) permettront le financement durable du Parc W-Niger et de ses réserves voisines, et (ii) le financement de mesures au profit du Parc National du W-Niger et de ses populations riveraines dans les trois prochaines années à travers une dotation immédiate de 3,3 Mds FCFA (5 M EUR).

### 450 K USD de la BAfD pour dynamiser les marchés de capitaux

Le 12 mai 2022, la Banque africaine de développement (BAfD) [a procédé](#) au lancement d'un projet de 450 K USD pour soutenir le développement des marchés de capitaux nationaux dynamiques au Niger. Le projet sera exécuté par la Caisse des dépôts et consignations du Niger (CDCN) qui bénéficiera d'un appui dans l'élaboration de sa stratégie de mobilisation des ressources. A terme, l'opérationnalisation de la CDCN, un investisseur institutionnel important, devrait permettre l'élargissement de la base des investisseurs.

## 🇸🇳 Sénégal

### Croissance à 5,5% et déficit public de 6,2% du PIB en 2022, selon le FMI

Dans [un communiqué](#) publié le 19 mai 2022, les services du FMI ont annoncé avoir conclu un accord avec les autorités sénégalaises au titre : (i) de la 5<sup>ème</sup> revue de l'Instrument de coordination de la politique économique (ICPE) ; (ii) des deuxièmes revues de la facilité de crédit de confirmation et de l'accord de confirmation ; (iii) de l'augmentation de l'accès au financement. Ainsi, après validation par le conseil d'administration du FMI en juin prochain, le Sénégal devrait bénéficier d'une enveloppe de 161,8 M DTS (216,8 M USD). Selon les services du FMI, le taux de croissance devrait s'établir à 5% en 2022 contre une prévision initiale de 5,5%, en raison notamment des retombées de la crise en Ukraine et des sanctions de la CEDEAO contre le Mali, important partenaire commercial du pays.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle en 2022 devrait s'établir à 5,5%, porté par la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Le déficit budgétaire devrait s'établir à 6,2% du PIB (contre une prévision initiale de 4,8% du PIB), en raison principalement des dépenses supplémentaires pour faire face à l'impact du conflit en Ukraine. Les services du FMI ont convenu d'un ensemble de mesures visant à ramener le déficit à la cible communautaire de 3% du PIB à l'horizon 2024.

## 🇸🇱 Sierra Leone

### Près de 4 M USD pour développer la vaporisation de déchets à Freetown

Dans [un communiqué](#) publié le 12 mai 2022, le fonds d'investissement orienté climat Climate Fund Manager (CFM) a annoncé la signature d'un accord de financement de 3,9 M USD avec la société sierra-léonaise Freetown Waste Manager (FWT) ainsi que la société néerlandaise The Waste Transformers BV (TWT). L'investissement financera les activités de développement des sociétés, ainsi que l'achat et l'exploitation de 5 unités de transformation de déchets à Freetown, dans le cadre d'une initiative pilote. Environ 20% des déchets organique de la ville de Freetown pourront ainsi être convertis principalement en électricité ou en engrais. TWT fournit des solutions visant à transformer les déchets organiques en énergie tandis que FWT s'occupe de la gestion, de la fourniture et de l'approvisionnement des déchets.

### Mise en service d'une nouvelle infrastructure routière

Le 14 mai 2022, le Président de la République sierra-léonaise [a mis](#) en service le pont Magbele, traversant la rivière Rokel à 15 km au nord de Masiaka. Financée par l'Union européenne (UE) à hauteur de 48 M EUR, cette infrastructure, de 163 m et dont les travaux ont commencé en mars 2018, permettra d'améliorer les liaisons routières entre les villes de Masiaka, Moyamba et Bo.

## Togo

### Inflation à +7,5% en g.a. en avril 2022

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), le taux d'inflation s'est établi à 7,5% en glissement annuel (g.a.) en avril 2022 contre +8,8% en g.a. le mois précédent. La hausse des prix a été tirée principalement par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+13,6% en g.a.), en lien avec l'augmentation des huiles et graisses (+25,7% en g.a.), des pains et céréales (+18,9% en g.a.) et des tubercules et plantains (+24,1% en g.a.). Ensuite, viennent le poste des transports (+11% en g.a.) et celui des loisirs et cultures (+8%). Toutefois, cette hausse a été atténuée par la baisse des prix de l'enseignement (-2,8% en g.a.) et de la communication (-0,1%). Pour l'ensemble de l'année 2022, le taux d'inflation moyen annuel est projeté à 4,6% par le FMI.

### 60 M EUR en faveur des infrastructures rurales de transport et la gestion des déchets urbains

Le 12 mai 2022, le gouvernement a signé deux nouvelles conventions de financement avec l'Agence Française de Développement (AFD) et la KfW pour un montant total de 60 M EUR. La première convention, dotée d'une enveloppe de 40 M EUR (30 M EUR en prêt concessionnel de l'AFD et 10 M EUR de subvention de la KfW), s'inscrit dans le cadre la mise en œuvre de la phase 2 du Programme d'appui aux pistes rurales (PAPR II) et a pour but d'améliorer des infrastructures rurales de transport et l'accès des producteurs agricoles aux marchés et aux intrants. La seconde convention, d'un montant de 20 M EUR (15 M EUR en prêt concessionnel de l'AFD et 5 M EUR de subvention de l'UE dont la gestion a été délégué à l'AFD) concerne la mise en œuvre de la 4<sup>ème</sup> phase du Projet Environnement Urbain de Lomé (PEUL IV). Elle doit servir à consolider les acquis obtenus en matière de gestion de salubrité urbaine et appuyer le processus de décentralisation dans ce domaine.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international)